

Arrêté préfectoral n° BE-2024-08- 03 du 27 AOÛT 2024

**portant mise en demeure à l'encontre de l'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS)
de régulariser la situation administrative de son installation de stockage de bois
située 3126 Route de la Cabane sur la commune de MONFAUCON
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-7-6, L.512-8, L.512-12-1, L.514-5, R.511-9 et R.541-8 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) modifiée par le décret du 2 juillet 2024 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE ;

Vu le récépissé de déclaration du 15 mars 2021, actant le classement au sein de la rubrique 1532 « Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues » de la nomenclature des ICPE, sous le régime de la déclaration, de l'installation de l'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS), SIRET : 882 372 709 00015, sise 3126 Route de la Cabane sur la commune de MONFAUCON (24130) ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées rédigé suite à la visite du 19 avril 2024 et transmis par courriel le 16 mai 2024 à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les informations transmises par l'exploitant, par courriel en date du 16 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception n° 1A20124084649 et réceptionné le 30 juillet 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à l'issue du délai de la procédure contradictoire de 15 jours ;

Considérant que lors de la visite en date du 19 avril 2024, les inspecteurs des installations classées ont constaté les faits suivants :

- la présence de machines de travail du bois ;
- la présence de stockage de bois sous forme de grumes, de plaquettes et de sciures ;
- un exhaussement de sol au moyen de matériaux de remblais ;
- l'absence de réalisation de mesures du niveau de bruit et de l'émergence telle que prévue par la prescription 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que lors de cette même visite, M. BORDERIE a confirmé procéder à des campagnes de broyage du bois à l'aide d'un broyeur industriel ;

Considérant que l'activité de travail du bois peut être une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Considérant que dans le rapport sus-visé, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis de la rubrique 2410 « Travail du bois et matériaux combustibles analogues » de la nomenclature des ICPE ;

Considérant que les informations fournies par l'exploitant le 16 juillet 2024 montrent que le modèle de broyeur utilisé à une puissance supérieure à 250 kW, seuil de l'enregistrement pour la rubrique 2410 ;

Considérant que le fonctionnement de l'installation sans enregistrement est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment de nuisances sonores ;

Considérant que l'exploitant a fourni, par courriel du 16 juillet 2024, des informations concernant la provenance (exploitation SUEZ SAS BEDEMAT à BEDENAC), le volume (19 467 tonnes) et la constitution des matériaux de remblais (Mâchefers non dangereux, code déchets 190112) ;

Considérant qu'il y a lieu de considérer cette plateforme comme étant une installation classable au titre de la rubrique 2760 « Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 » de la nomenclature des ICPE, sous le régime de l'enregistrement ;

Considérant que le fonctionnement de l'installation sans enregistrement est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure l'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS) de régulariser sa situation administrative et de faire effectuer des mesures des émissions sonores ;

Considérant que l'article L.171-7 dispose que : « l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure » ;

Considérant que des mesures conservatoires doivent être mises en place du fait des multiples plaintes du voisinage concernant notamment les émissions sonores de l'établissement, de l'absence de mesure des niveaux de bruit et des émergences induites ;

Considérant que conformément à l'article 47 de l'arrêté du 2 septembre 2014 et à l'article 26 de l'arrêté du 12 décembre 2014 sus-visés, une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1^{er} – Régularisation administrative de la plateforme

L'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS), exploitant une installation de stockage de bois (rubrique 1532), sise 3126 Route de la Cabane sur la commune de MONFAUCON (24130) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du Code de l'environnement ou un dossier de demande d'enregistrement, conformément aux articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement, complet et recevable selon l'exhaustivité des activités et quantité de produits ou matériaux stockés,
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-7-6 du Code de l'environnement,

Les délais pour respecter cette mise en demeure, qui s'entendent à compter de la notification du présent arrêté, sont les suivants :

- dans un délai d'1 mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure et adressera à l'inspection des installations classées, l'ensemble des activités avec les rubriques et régimes associés (article R.511-9 du Code de l'environnement),
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de régularisation de ses activités, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande,
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 6 mois et l'exploitant transmet à la préfecture, dans le même délai, un dossier complet et recevable de cessation d'activité à la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020 codifiée à l'article R.512-46-25 et suivants du Code de l'environnement pour une installation à enregistrement.

Article 2 – Mesures compensatoires

Article 2.1 – Mesure des émissions de bruit et vibration

L'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS) devra faire effectuer une mesure des émissions sonores par un organisme qualifié :

- une mesure du niveau de bruit en limite de propriété des terrains, siège de l'exploitation,
- une mesure de l'émergence induite par les installations au droit des zones à émergence réglementée.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les zones à émergences réglementées sont définies par ce même arrêté.

Les délais pour respecter cette mise en demeure, qui s'entendent à compter de la notification du présent arrêté, sont les suivants :

- dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmet le bon de commande signé relatif à la prestation du contrôle sonore,
- les mesures sont effectuées dans le délai de 3 mois,
- le rapport des mesures est transmis dans un délai de 4 mois.

Article 2.2 – Apports de matériaux

Tout nouvel apport de matériaux de remblais ou servant comme tel est interdit.

Article 3 – Sanctions en cas de non respect

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L.171-7 du Code de l'environnement.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État en Dordogne.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Publication

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise BORDERIE Victor (CHRONOBOIS).

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de BERGERAC, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL-N-A et le maire de la commune de MONFAUCON sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Périgueux, le 27 AOUT 2024

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD